

## PROCÈS MOUBARAK

# Le maréchal Tantaoui prêt à témoigner s'il est convoqué

**Le maréchal Hussein Tantaoui, chef d'Etat de facto de l'Égypte, est prêt à témoigner au procès du président déchu Hosni Moubarak si les avocats de la défense le font convoquer, a-t-on appris jeudi auprès d'un haut responsable de la sécurité.**

Farid al-Dib, l'avocat de M. Moubarak, qui comparaît notamment pour meurtre, a demandé au juge, à l'ouverture du procès mercredi, de convoquer 1 600 témoins parmi lesquels le maréchal Tantaoui, ministre de la Défense d'Hosni Moubarak pendant 20 ans, et le chef des armées, Sami Anan.

«Il est très probable que le maréchal se présente si la cour réclame sa présence», a déclaré le responsable sous couvert d'ano-



Le maréchal Tantaoui.

Photo : DF

nymat. La demande de comparution du maréchal comme témoin a été interprétée par certains comme une menace implicite du président déchu, visant à embarrasser M. Tantaoui, dont beaucoup pensent

qu'il a personnellement signé la décision de poursuivre l'ancien président en justice.

«Il semblerait que la défense de M. Moubarak mise sur la possibilité de convoquer Tantaoui, Anan et

les anciens gouverneurs» (de Charm el-Cheikh), a déclaré Elijah Zarwan, spécialiste de l'Égypte au sein de l'International Crisis Group.

«Dans le passé, M. Moubarak, qui était au centre d'un régime dictatorial, était au courant de tous les secrets. Dieu seul sait quelles questions embarrassantes il pourrait poser aux hauts responsables militaires», a-t-il ajouté. Le responsable a, pour sa part, exclu que M. Moubarak tente d'«impliquer avec lui les généraux».

«Il est logique qu'il demande leurs témoignages», a-t-il dit, car les militaires ont été appelés dans les rues le 28 janvier, après que des manifestants aient brûlé des postes de police à travers le pays.

L'armée, au pouvoir depuis la chute le 11 février de l'ancien raïs, était notamment accusée de tarder à juger l'ancien dirigeant. L'ouver-

ture mercredi du procès de M. Moubarak semble pour le moment avoir restauré la crédibilité de l'armée.

«C'était dur, personnellement, et pour le moral» de voir un héros de guerre comme M. Moubarak dans la cage, a déclaré le responsable.

«Mais je dois réfléchir avec ma tête. Il y a eu de la corruption et il était responsable du pays», a-t-il poursuivi.

## Le procès de l'ancien ministre de l'Intérieur ajourné au 14 août

Le procès pour meurtres de l'ancien ministre égyptien de l'Intérieur, Habib el-Adly, et de six anciens responsables de ses services, a été ajourné au 14 août pour donner aux avocats le temps d'examiner les pièces du dossier.

L'ancien chef de la sécurité, déjà condamné à 12 ans de prison pour corruption, est accusé d'avoir donné l'ordre à la police de tirer sur les manifestants pendant la révolte de janvier-février qui a provoqué la chute du président Hosni Moubarak.

Habib el-Adly est jugé en même temps que M. Moubarak, qui a fait sa première apparition lundi au tribunal, allongé sur une civière, au côté de ses fils Alaa et Gamal, qui comparaissent pour corruption.

Le président déchu et son ancien ministre de l'Intérieur, tous deux inculpés de meurtre avec préméditation, risquent la peine de mort s'ils sont reconnus coupables.

## Le procès redonne confiance en l'armée

**La comparution de Hosni Moubarak dans le box des accusés a permis à l'armée égyptienne de rétablir sa crédibilité après avoir été critiquée ces derniers mois pour la lenteur des réformes, mais la période transitoire qu'elle dirige reste semée d'embûches, selon des analystes.**

Jusqu'à la dernière minute, l'écrasante majorité des Égyptiens, en particulier les jeunes militants pro-démocratie qui ont lancé le soulèvement à l'origine de la chute de l'ancien régime, ne croyait pas à la présence de l'ex-président dans la salle d'audience.

Beaucoup accusaient l'armée de ne pas vouloir qu'un ancien chef de l'armée de l'air comparaisse devant un juge.

Mais la présence de M. Moubarak dans le tribunal a redonné aux Égyptiens confiance dans les militaires qui les gouvernent depuis la démission de l'ex-président le 11 février. Même si beaucoup continuent de croire que l'armée ne cède aux revendications populaires que sous la pression.

Des centaines de milliers d'Égyptiens étaient descendus place Tahrir le 8 juillet pour exiger une accélération des réformes et la

purge des institutions de l'Etat des symboles de l'ancien régime, surtout le ministère de l'Intérieur, ainsi qu'un jugement rapide de M. Moubarak.

Ce procès «a rassuré le peuple égyptien sur le fait que la justice suit son cours et qu'aucun criminel ne restera impuni, quel que soit son poste», a estimé Saad el-Katatni, le secrétaire général du Parti de la liberté et de la justice (PLJ), issu des Frères musulmans interdits sous le régime Moubarak.

«Poursuivre sur cette ligne est susceptible d'établir la confiance entre le peuple et le pouvoir (l'armée) durant cette période, et il faut renforcer cette confiance car elle sera une entrée vers le début de la période de construction et de développement», a-t-il ajouté.

Mais le procès de M. Moubarak n'a pas apaisé les craintes des forces libérales et de gauche —

appelées forces laïques — qui ont peur que l'armée ne favorise les islamistes pour diriger la transition à sa guise.

«Le peuple est fier d'avoir forcé Moubarak à s'asseoir dans le box mais je crains qu'on ne paie cher sa comparution devant le tribunal», affirme ainsi le rédacteur en chef du quotidien indépendant *al-Tahrir*, Ibrahim Eissa.

M. Eissa dit aussi craindre que «ceux en charge des affaires du pays ne fassent passer de mauvaises lois et des décisions ne faisant pas consensus en répondant à toute critique : «Que voulez-vous de plus, n'avons-nous pas jugé Moubarak ?»».

«Le procès est le premier signe indiquant que le Conseil militaire traite ce qui se passe comme une révolution», estime l'analyste Emad Gad, d'après qui les militaires ont jusqu'ici considéré le soulèvement comme un mouvement pro-réformes, ne visant qu'à stopper un plan présumé de M. Moubarak de transmettre le pouvoir à son fils Gamal.

«Il s'agit d'un pas important qui donne du poids aux forces laïques face aux forces islamistes que (les militaires) ont tenté d'utiliser pour appuyer le Conseil militaire, enclin à éviter un procès à Moubarak», ajoute-t-il. Les islamistes ont organisé vendredi dernier une manifestation de masse, la plus grande depuis la chute de Moubarak, pour s'opposer à une décision de l'armée d'imposer des principes supra-constitutionnels.

Les islamistes pensent qu'ils vont remporter la part du lion lors des législatives prévues en novembre et qu'ils pourront ensuite dominer l'assemblée chargée d'élaborer une nouvelle Constitution.

«Je crois que le procès de Moubarak va rendre sa crédibilité au Conseil militaire», estime l'analyste Amr Choubaki.

«Mais il n'a pas résolu les gros problèmes actuels liés à la gestion de la période de transition, à la réforme du ministère de l'Intérieur et au renforcement de l'indépendance de la justice», conclut-il.

## La chute de Moubarak entrebâille la porte de Ghaza sur le monde

**Le fourmillement d'activité dans les tunnels à la frontière entre Ghaza et l'Égypte soulève des nuages de fine poussière. Le desserrement du contrôle égyptien sur Rafah depuis la chute de Hosni Moubarak a débridé le trafic souterrain.**

Pendant que le raïs déchu gît sur son lit de douleur face à ses juges, les contrebandiers du territoire palestinien, sous blocus israélien depuis juin 2006 avec la coopération tacite du Caire, profitent de leur nouvelle liberté de manœuvre.

«Les choses ont beaucoup changé avec la situation en Égypte. C'est le chaos là-bas», commente Mohammad, 27 ans, petite moustache et cheveu ras, gérant d'un tunnel d'où ses ouvriers hissent des sacs de ciment, un des matériaux dont Israël empêche l'entrée à Gaza au motif de leur éventuelle utilisation militaire.

«Maintenant, on fait passer 150 tonnes par jour, auparavant c'était de 20 à 30», pré-

cise le jeune homme, qui ne veut pas donner son véritable nom, accroupi sur un petit tapis pour siroter son café.

Cette soudaine abondance a fait chuter les cours : «Le sac de ciment vaut maintenant 25 shekels (5 euros, ndlr), à raison de 20 sacs pour une tonne», indique-t-il, «avant le prix montait jusqu'à 200 shekels (40 euros)».

«Les gens du Hamas ne collectent pas de taxe pour l'instant», précise le jeune entrepreneur, en référence au mouvement islamiste qui exerce le pouvoir à Ghaza. «Ils se contentent de vérifier que nous ne faisons rien entrer d'illégal, comme de la drogue.»

Le Hamas a récemment installé des barrières pour filtrer l'accès à la zone frontalière. Il aurait également entrepris de recenser les tunnels et de fermer ceux qui sont inachevés ou désaffectés, afin d'appliquer la prohibition de produits tels que la drogue ou l'alcool, et de percevoir une taxe sur les autres.

«Le Hamas vient inspecter chaque semaine et il prélève environ 20 shekels (4

euros) par tonne», indique un adolescent de 18 ans, qui se présente comme Mohammad. «Il n'y a plus de contrôles depuis quelques semaines.»

Par le puits insondable soigneusement étayé qui s'enfonce à 25 mètres de profondeur, sur une longueur de 750 mètres, à l'abri de bâches plastifiées, transitent des tonnes de fer, désormais disponibles à la demande de l'autre côté de la frontière.

«La sécurité était beaucoup plus présente du côté égyptien auparavant», confirme le jeune homme, qui travaille au sein d'une équipe de 12, par roulements de 12 heures, pour environ 250 shekels (50 euros) par jour.

«Le boulot est beaucoup plus facile à présent», précise Abou Mohammad Qechta 42 ans, qui orchestre au téléphone la sortie, grâce à un système de poulies, de chargements de gravier d'un tunnel qui pénètre horizontalement dans la terre.

«Avant, il fallait faire jusqu'à 700 mètres sous la surface, maintenant on peut approcher jusqu'à 150 mètres», dit-il, montrant du doigt un palmier solitaire vers la frontière.

«On faisait entrer 30 à 40 tonnes par jour, désormais on en est à 120 tonnes», ajoute-t-il.

L'ouverture permanente du terminal de passagers de Rafah, décrétée en mai par le nouveau pouvoir égyptien, n'a pas modifié la situation pour les marchandises, faute d'installations pour les acheminer.

Les voyageurs à Rafah, seul accès de Ghaza qui ne soit pas contrôlé par Israël, doivent se faire enregistrer pour obtenir l'autorisation de passer en Égypte, deux ou trois mois plus tard.

Selon le dernier rapport hebdomadaire du Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha), environ 700 personnes en moyenne quittent Ghaza par Rafah chaque jour et 600 y entrent, et près de 30 000 se sont inscrites pour traverser dans les prochains mois.

«C'est difficile dans les deux sens», affirme Rami Abou Chiaa, venu accueillir des parents. «Il faut au moins trois heures pour entrer et sept heures pour sortir.»